



COMMUNIQUÉ INDECOSA-CGT

Prix du gaz : Une révision de la formule tarifaire... Oui mais pas seulement !

Pour la seconde fois cette année, les consommateurs vont devoir mettre la main au portefeuille pour payer leur facture de gaz. Après les 9,7 % du 1er avril, c'est une ponction supplémentaire de 4,7 % au 1er juillet. Cette augmentation est d'autant plus insupportable dans un contexte de crise économique avec comme première conséquence, la perte de pouvoir d'achat des ménages.

De son côté, la ministre de l'économie s'est employée à désigner tout de suite la coupable de cette flambée des tarifs du gaz : la formule tarifaire appliquée par la CRE. Une formule qui a d'ailleurs été négociée avec l'Etat et GDF-Suez au mois de décembre dernier, dans le cadre du contrat de service public.

Au-delà de la modification nécessaire de la formule tarifaire, nous avons besoin d'une politique juste et équitable d'accès à l'énergie pour les consommateurs, notamment les plus fragiles. Nous devons en finir avec ces « empilements » de rapports sur la précarité énergétique qui n'aboutissent pas. En effet, comment peut-on passer aussi facilement de 10 000 coupures de GAZ en 2008 à 300 000 en 2010, alors que le nombre de bénéficiaires du tarif spécial de « Solidarité gaz » a diminué ? Que propose le gouvernement pour dissuader certains fournisseurs de demander des coupures systématiques ? Où en est-on d'un vrai droit universel à l'énergie ?

Pour INDECOSA-CGT, le gouvernement doit, sans plus attendre, organiser une concertation avec les associations de consommateurs, les syndicats de salariés, les fournisseurs d'énergie, les réseaux de distribution et les concessionnaires. Pour bien comprendre la situation, il s'agira, trois ans après l'ouverture des marchés de l'énergie pour les particuliers, de partir d'un bilan sans « complaisance » de l'évolution et de la transparence des tarifs, de la prise en compte réelle de la précarité énergétique, de la suffisance ou non des investissements pour répondre aux besoins.

Montreuil, le 28 juin 2010

**Contact : Arnaud FAUCON, Secrétaire National au 06 84 99 16 15
Philippe TOMBETTE, Secrétaire National au 01 48 18 87 69**